



le 10 septembre 1964.

Lettre Politique

Monsieur Pierre M i c h e l i ,
Secrétaire général du
Département Politique Fédéral,

B e r n e	an°	7R						e/a
	Datum							
	Vice	M.P.						
	EPD	15. Sep. 1964						
	Ref.	p. A. 27. 31. Rome.						

Haut-Adige. - Entretiens
Kreisky/Saragat à Genève.

Monsieur l'Ambassadeur,

Les Ministres Kreisky et Saragat se sont rencontrés à Genève les 7 et 8 septembre. La veille, un carabinier italien avait été tué à Valle dei Molini par une rafale de mitrailleuse tirée par les terroristes pendant la nuit contre les fenêtres d'une caserne.

Cet attentat, qui a provoqué en Italie une vague d'indignation, a jeté une ombre sur la rencontre des deux hommes d'Etat. Certes, le Ministre Kreisky s'était empressé de le condamner et d'annoncer dans un discours radiodiffusé que l'Autriche adopterait des dispositions législatives plus sévères pour lutter contre les terroristes. Il n'en reste pas moins que Saragat, dès l'ouverture des réunions, a été obligé d'adresser au Ministre autrichien des affaires étrangères "les vives remontrances du Gouvernement italien".

Puis, le désir sincère, de part et d'autre, d'avancer dans les pourparlers a permis de surmonter le malaise provoqué par ce nouvel incident. Il est d'ailleurs presque coutumier qu'avant des rencontres italo-autrichiennes consa-



- 2 -

créées à l'affaire du Haut-Adige, le terrorisme se déchaîne dans cette région de l'Italie. Ce fut le cas en 1961 déjà, avant le débat à l'ONU, puis en 1962 et en 1963, avant les réunions des deux Ministres. Jusqu'à présent, outre les importants dommages matériels causés par les terroristes, notamment en détruisant avec des charges d'explosifs des pylones électriques à haute tension, quatorze personnes ont perdu la vie.

La rencontre de Genève avait été précédée de trois réunions des délégations italo-autrichienne, dirigées respectivement par les Ministres Gaja et Kirschlager, en juin, en juillet et tout au début de septembre. Sur 120 questions de détail, les deux délégations avaient pu parvenir à un accord au sujet de 80 d'entre elles. Une possibilité d'entente s'est dessinée lors de la récente réunion sur une trentaine d'autres questions. Il en reste une dizaine au sujet desquelles les points de vue des deux Gouvernements sont encore très éloignés.

Les principales divergences concernent les écoles, l'autonomie administrative de Bolzano, la mise des forces de police locales sous la juridiction du Président de la Province, la réglementation du commerce et du crédit, l'attribution d'un certain pourcentage des places d'Etat à des ressortissants du Haut-Adige et leur intransférabilité.

Particulièrement difficile à résoudre est le problème de l'école. Il y a en Haut-Adige 230.000 Italiens de langue allemande, 140.000 de langue italienne et 20.000 de langue romanche. Les écoles de langue allemande y sont nombreuses. L'Autriche voudrait qu'elles soient soustraites au contrôle de l'Etat italien et soumises à celui des autorités provinciales. Ces dernières devraient notamment être seules habilitées à nommer les inspecteurs scolaires.

Un autre problème qui soulève de grandes difficultés est celui de la procédure à suivre en cas de nouvelles divergences pouvant surgir entre l'Italie et l'Autriche après qu'elles soient parvenues à un accord. L'Italie voudrait que l'Autriche déclare clos pour toujours le dossier du Haut-Adige. D'éventuelles divergences provenant de l'application des décisions qui seront prises d'un commun accord pourraient faire l'objet d'un recours à la Cour internationale de La Haye. L'Autriche, en revanche, considère, comme l'a déclaré le Ministre Kreisky, "que la vie ne s'arrête pas, qu'elle va en avant sans cesse, que de nouveaux problèmes surgissent continuellement, qu'il faut par conséquent considérer le problème du Tyrol du Sud comme un problème politique qui a continuellement besoin d'être traité pacifiquement."

Cette déclaration a provoqué de vives réactions de la part de certains milieux politiques italiens qui voient dans les propos du Ministre Kreisky une preuve que l'Autriche a l'intention de continuer à s'ingérer dans une affaire qui devrait au contraire être considérée comme définitivement liquidée. Aussi, à son retour de Genève, Saragat a-t-il été accusé d'avoir laissé subsister un doute à ce sujet dans l'esprit de ses interlocuteurs.

Depuis lors, le terrorisme en Haut-Adige sévit de plus en plus. Hier après-midi cinq carabinieri ont été blessés par l'explosion d'une mine au moment du passage de leur jeep. L'un d'eux risque de perdre la vue. Le jour avant, un des chefs terroristes, Alois Amplatz, avait été tué dans des circonstances assez mystérieuses. Son cadavre, criblé de balles, a été trouvé dans une cabane abandonnée dans le Val Fassiria. L'auteur de cet assassinat serait, d'après la

police italienne, un jeune Autrichien, ancien membre de l'Organisation terroriste. En réalité, il doit s'agir d'un agent à la solde du S.R. italien. En effet, arrêté par les carabinieri, il a réussi à s'évader de façon assez surprenante. Enfin, un autre chef des terroristes, le nommé Georg Klotz, a été arrêté en Autriche. Il avait été blessé, probablement par le même assassin de son camarade Amplatz.

Ainsi, le sang ne cesse de couler en Haut-Adige. Il y a même lieu de craindre qu'une recrudescence des attentats ne se produise d'ici le mois d'octobre lorsque les deux délégations se réuniront à nouveau.

Veillez agréer, Monsieur l'Ambassadeur, l'assurance de ma considération distinguée.

sig. Hurni